

Ne serait-il pas temps de... revoir l'organisation et les méthodes d'enseignement dans le second degré ?

André BATIGNES,
proviseur honoraire¹

Les familles initiées de milieu social plutôt aisé, ont de plus en plus la faculté de faire suivre des cours particuliers en officines à leur progéniture, avec en gage une réduction fiscale de 50% !

Voilà que cet été, le ministre DARCOS – en partie, peut-être pour faire passer ses mesures drastiques de suppressions de postes – a institué un volant d'heures de soutien avant la rentrée des classes, pour les élèves en difficultés scolaires et volontaires...

Il n'échappera à personne que les avantages fiscaux pour les uns et les rétributions des enseignants volontaires pour les autres, ont un coût non négligeable pour la nation, sans garantie d'amélioration du niveau d'éducation pour l'ensemble !

Sur le fond, on a institué un « business » qui essaye de remédier aux lacunes et aux échecs du système scolaire, à ses dysfonctionnements endémiques, plutôt que de s'attaquer aux causes profondes des difficultés rencontrées par les élèves faibles ou en situation d'échec durant leur scolarité !

A côté de ça, on entend toujours parler de plus de moyens pour améliorer le système éducatif. Certes, il est important et indispensable de disposer des moyens nécessaires, mais ils devraient s'accompagner d'une remise en cause objective et systématique de l'organisation générale du système éducatif ainsi que des méthodes d'enseignement qui n'évoluent guère !... Ce qui n'est pas ou trop peu fait, voire refusé par le corps enseignant et notoirement par leurs organisations syndicales. Lesquelles se retranchent derrière les corps d'Inspection Générale, qui sont hyper-conservateurs dans leurs champs disciplinaires ! C'est cette hiérarchie pédagogique (à laquelle appartient notre ministre), qui sert de « référent » aux politiques, députés, ministres et hauts fonctionnaires de l'E.N. Résultat, rien ne change – le système se reproduit indéfiniment sur lui-même, en éludant l'aspect organisationnel – Seul le débat porte sur les moyens, les options, les programmes, diplômes, le classement des lycées... sans réelle évaluation de l'existant, quant à la bonne utilisation et l'optimisation des "importants " moyens consentis par la nation !

¹ 23 ans, professeur agrégé de Génie Mécanique suivi de 15 années de proviseur de lycée G et T, et tout cela sur 6 établissements différents.

A ce propos, on déplore toujours que 150 000 jeunes sortent chaque année de notre école sans aucune qualification.....A la lumière de mon expérience (38 années d'exercice à différents postes au sein du système), je crois qu'il existe une raison majeure à ce phénomène, parmi d'autres, mais qui paraît déterminante et dont personne ne parle....et pour cause !!

Dans le second degré (collèges et lycées), la pédagogie et l'évaluation professionnelle des enseignants sont assurées par les corps d'inspections disciplinaires (IGEN et "leurs" IPR). Ce qui à y regarder de plus près est bien trop restrictif, voire même peu productif, au regard de l'objectif affiché, de réussite souhaitée pour le plus grand nombre d'élèves !

En effet, l'organisation et les pratiques qui prévalent depuis des décennies font que les enseignements dispensés sont trop cloisonnés, sans relations interdisciplinaires, trop ambitieux et dogmatiques, sans thèmes ou projets fédérateurs, susceptibles de donner du **sens** et de la **cohérence** aux matières enseignées !Chaque discipline, sous l'autorité de ses I.G. servilement assistés par les IPR – et pour cause, hiérarchie et promotions obligent - constitue une citadelle indépendante des autres, intouchable et jamais remise en cause par aucun régime !

Conséquence, un volant assez important d'élèves (les moins favorisés socialement) ne parvient pas à s'adapter au système, à s'intéresser, à se motiver ni à suivre et ils en viennent à décrocher, au point d'être en échec grave et à être finalement "**éjectés**" du système sans rien n'avoir obtenu ! Enseignants et leur hiérarchie, presque séculaire, ne s'émeuvent que très peu de ce regrettable constat de "**non qualité**" !..... Quel gâchis, quelle responsabilité !!

Nos enseignants eux, culturellement préparés à ces pratiques, évalués et notés par les IG et/ou les IPR, se conforment (j'allais même dire se complaisent) à ces procédés institutionnellement improductifs pour les élèves les plus fragiles.....

Voici quelques propositions qui pourraient être entendues en cette période de réflexion sur l'enseignement secondaire :

Pour faire évoluer l'ensemble, il faudrait redéfinir les objectifs, missions et méthodes de travail des corps d'inspections et par là, les modes d'animation et d'évaluation des "**équipes**" d'enseignants, en trois points :

1) L'animation pédagogique devant privilégier le travail d'équipe interdisciplinaire, avec une approche beaucoup plus globale des acquisitions cognitives et de la progression de chaque élève. Pour l'anecdote, En quinze années en qualité de chef d'établissement, jamais un IPR ou IG n'ont proposé de réunir l'équipe pédagogique au complet d'une division, quelle soit de 2de, 1^{ère} ou de terminale, pour en apprécier la bonne progression d'ensemble !! C'est hélas la "défense", voire la promotion et toujours l'hégémonie disciplinaire qui a prévalu.....(défense des horaires / coefficient au bac / options aux concours/ etc.).

2) Les jeunes enseignants devant être formés en IUFM aux techniques de projets et de thèmes, supports pédagogiques **reliant** les matières entre-elles et sur les techniques de conduite de classes hétérogènes (qui hélas sont devenues la règle).Me reviennent à l'esprit des expériences menées du temps des 4èmes et 3èmes « Technologiques », où les équipes pédagogiques assoyaient une bonne partie des enseignements sur quelques thèmes transversaux, tels que **l'eau, les énergies, la nature** et autres... Chaque matière y trouvaient son compte pour faire le programme prévu et la quasi totalité des élèves s'accrochaient car l'intérêt ressenti par eux était fort et réel ! Là, le travail en équipe était

intense et essentiel et les élèves percevaient un sens et une finalité à tous les cours suivis.

3) Les enseignants ne devraient plus être évalués ni notés sur une seule prestation pédagogique ponctuelle (1 à 2h d'inspection tous les cinq ans en moyenne actuellement !), mais de façon collégiale, par un entretien après un ou plusieurs cours, réunissant l'intéressé, l'équipe, l'IG ou l'IPR et le chef d'établissement (n'en déplaise aux syndicats !), de façon à ce que soient prises en compte dans l'évaluation professionnelle, sa pédagogie, mais aussi son rayonnement, son implication à la vie et au "Projet d'établissement", la qualité de ses relations avec les élèves, ses collègues, les parents, les partenaires, l'administration locale, etc.....

De telles actions et d'autres à définir et affiner contribueraient à accroître la réussite d'un plus grand nombre de jeunes. Mieux pris en charge et intéressés dans le cadre de leur formation initiale au collège et/ou au lycée, sans avoir recours au soutien systématique et/ou aux cours particuliers, qui ne constituent qu'un pis aller, sans garantie de succès !

Quels responsables, quels gouvernants auront la lucidité et le courage d'une mise à plat du système et des remises en cause qui s'imposent ? Si on ne s'y attaque pas, il est à parier que les mêmes causes continueront à produire les mêmes effets de rejet pour ces 150 000 jeunes en échec chaque année scolaire.

Il ne suffit pas d'en parler, voire de s'en gausser à l'assemblée où sur les plateaux de TV, il faut sortir de la rhétorique et des discours stériles sans suites. Il devient urgent d'agir concrètement et de mettre fin au conservatisme, aux habitudes et surtout aux corporatismes exacerbés.